

NOTE D'ÉVALUATION DE LA SITUATION SOCIO – ECONOMICO-POLITIQUE QUI PREVAIL AU BURUNDI

Par le Parti SAHWANYA-FRODEBU

(Juillet 2006)

I. INTRODUCTION

Au cours du mois d'avril dernier, le Parti Sahwanya-FRODEBU s'est senti interpellé par nombre d'événements socio - politiques qui s'observent dans le pays, pour exprimer aussi bien à l'opinion nationale qu'internationale sa position. Notre intervention fut aussi motivée par le fait que le Gouvernement burundais continuait à faire la sourde oreille aux différentes recommandations faites tant par le parti Sahwanya-FRODEBU que par d'autres organisations nationales et internationales soucieuses du mieux être des burundais.

Aujourd'hui, le FRODEBU se sent encore interpellé par l'opinion nationale et internationale, l'ensemble de la population et son électorat tous désabusés face aux agissements et violations massives de la loi fondamentale et d'autres lois par les occupants du pouvoir issu des élections post-transition au Burundi, provoquant encore des déplacements de la population burundaise vers les pays voisins, spécialement la République Unie de Tanzanie. C'est donc pour répondre à cette préoccupation que le Parti Sahwanya-FRODEBU s'exprime dans les lignes qui suivent.

II. RAPPEL

L'Accord d'Arusha constitue un engagement politique de ses signataires et des signataires des différents accords de cessez-le-feu en faveur de la stabilisation du BURUNDI. Ainsi à travers différents protocoles, partant de l'analyse de l'origine de notre conflit, il avait prévu des mesures-réponses aux grandes questions considérées comme obstacles à la stabilisation de la société burundaise notamment des mesures relatives au génocide, crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité, mesures relatives à l'exclusion, mesures relatives à la mise en place d'un état de droit, et des mesures en rapport avec la réconciliation nationale qui se matérialisent par la mise sur pied de la Commission Nationale pour la Vérité et la Réconciliation.

Le Protocole II de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi se souciait aussi de la gestion des institutions post-transition dont les orientations principales ont été coulées dans la Constitution que s'est approprié le peuple Burundais par le vote référendaire du 28 mars 2005 et qui est devenue depuis le Contrat Social entre Burundais d'un côté, et entre les dirigeants et dirigés de l'autre.

Le Protocole III du même Accord s'est penché sur le montage et la mise en place de nouveaux corps de défense et de sécurité pour assurer la stabilité et la sécurité du pays et de ses institutions.

Dans le but de rassembler tous les Burundais éparpillés à travers le pays, la région et le monde autour d'un objectif de reconstruction nationale, il a été prévu une politique de relance économique globale du Burundi et une Commission Nationale pour Réhabiliter tous les Sinistrés (CNRS), victimes des guerres qui ont endeuillées notre pays.

Le Parti Sahwanya-FRODEBU considère ces éléments comme un héritage sacré légué au Peuple burundais et devant constituer un nouveau credo et une référence pour évaluer les étapes franchies dans la politique de reconstruction et de réconciliation nationales. Mais qu'en est-il à l'heure actuelle ?

III. ETAT DES LIEUX

A. SUR LE PLAN POLITIQUE.

1. Le Parti Sahwanya-FRODEBU est profondément indigné du dédain manifeste de l'autorité gouvernementale actuelle envers la Constitution et d'autres lois et la chasse à l'homme des élus du FRODEBU.

- En septembre 2005, le parti Sahwanya-FRODEBU adresse sans succès plusieurs appels au Chef de l'Etat en protestation de la violation de la Constitution relative à la mise en place du Gouvernement, le FRODEBU n'ayant pas été consulté formellement et n'ayant pas eu cinq postes ministériels comme de droit.
- En date du 9 novembre 2005, le parti Sahwanya-FRODEBU adresse à la Cour Constitutionnelle une Requête en inconstitutionnalité du Décret n°100/09 du 30/08/2005 portant nomination des membres du Gouvernement. Appelée par la Cour à présenter ses motifs de défense, le Chef de l'Etat et du Gouvernement a estimé qu'il ne disposait pas d'assez de temps pour y faire suite (cfr lettre du)

Le FRODEBU rejette l'argument de manque de temps pour une affaire aussi sérieuse que la vérification de la conformité à la Constitution de cette institution quant on sait l'importance accordée à des activités de bien moindre importance. Pour nous, cela constitue un témoignage éloquent du dédain envers cette instance, la loi fondamentale et les autres lois de la part du magistrat suprême.

- Depuis août 2005, le CNDD-FDD s'est approprié tous les bureaux parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat, alors que le règlement intérieur consacre leur composition multipartite, notamment les partis ayant des groupes parlementaires comme le FRODEBU. Suite aux protestations continues du FRODEBU et aux remarques de certains visiteurs étrangers, le CNDD-FDD n'a consenti qu'une seule commission attribuée sans consultation à une personnalité du FRODEBU. Noter que le FRODEBU dispose de 25% de parlementaires.
- En septembre 2005, le Ministre de l'Intérieur refuse l'élection de l'Administrateur élu de la Commune BWIZA, membre du FRODEBU, et décide la réorganisation d'autres élections pour faire élire un membre du CNDD-FDD. Aucune raison objective ne milite en faveur de cette réélection, sauf des spéculations électoralistes de leur membre. Les protestations du FRODEBU et la plainte déposée à la Cour Constitutionnelle depuis ... mois sont restées sans réponse jusqu'aujourd'hui. (cfr annexe.. = saisine)

- Le 3 juin 2006, alors en réunion à Bururi du Comité Directeur National du CNDD-FDD, les dirigeants de ce parti ont décidé d'écraser toute personne et tout parti opposé à sa politique, les membres du parti Sahwanya-FRODEBU spécialement, les médias qui osent le critiquer, les organisations de la société civile, les journalistes, etc.
- En juin 2006, le Maire de la Ville de Bujumbura membre du CNDD-FDD destitue l'Administrateur élu de la Commune BUTERERE, membre du FRODEBU, malgré l'opposition du Conseil communal et de la population (cfr annexes... = lettre conseillers et radios = manifestation et refus de la population). Pas de référence à la loi communale.
- Le 5 juillet 2006, le Gouverneur de la province Bujumbura Rural, membre du CNDD-FDD destitue trois Administrateurs élus, membres du FRODEBU des Communes Mubimbi, Mutimbuzi et Kabezi, en dehors de toute procédure légale et contre l'avis du Conseil communal.

En réalité, la déstabilisation et l'exclusion des élus du FRODEBU à travers le pays par l'usage de la force ainsi que la manipulation et la violation des lois et règlements, a été érigée en une politique par les institutions actuellement en place. (cfr annexe 2 et 3, déclaration du PSF et lettre au PR). Il s'agit ni plus ni moins de la matérialisation de la politique tracée par le CNDD-FDD à BURURI.

2. Le Parti Sahwanya-FRODEBU est profondément indigné du refus manifeste du Président de la République au dialogue avec les partenaires politiques, civils et des organisations des Droits de l'homme.

- Le Parti Sahwanya-FRODEBU a maintes fois demandé une audience au Président de la République mais en vain. Des conférences de presse, des interviews aux divers média, des recours à certaines personnalités ont été organisés mais la réponse a été toujours négative. Jamais le Président n'a daigné rencontrer la société civile et les médias pour échanger sur la vie de la nation.
- Depuis la mise en place du nouvel Administrateur Général du Service National de Renseignement en la personne du Général Major Adolphe NSHIMIRIMANA, la population favorable au parti Sahwanya-FRODEBU et particulièrement celle des milieux où le FRODEBU a gagné les élections est malmenée, torturée et tuée. Cette situation qui était particulièrement grave jusqu'en mai 2006, a un peu diminuée à la suite de la protestation de la communauté internationale, et a repris avec surnoiserie.
- Il y a refus catégorique de mise en place d'un cadre politique d'échange entre le pouvoir, les partis politiques et les organisations civiles.

3. Le Parti Sahwanya-FRODEBU est préoccupé par la non-transparence de la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation.

- La Commission Vérité et Réconciliation est un organe stratégique issu de l'Accord d'Arusha qui, une fois mise en place et fonctionnelle de manière indépendante et impartiale, devrait permettre de soigner les profondes déchirures et douleurs qui rongent de nombreux burundais sinistrés de la longue crise qu'a connue le Burundi depuis l'indépendance jusqu'à ce jour.

- Cependant, au moment où les Nations Unies sont en discussion avec le Gouvernement burundais de la mise en place de cette Commission, le Parti Sahwanya-FRODEBU est inquiet des informations sur la volonté du Gouvernement d'y placer plusieurs membres acquis uniquement aux intérêts du Parti CNDD-FDD. Ce qui la rendrait inopérante.
- D'abord, la mission d'une Commission soumise à l'autorité Gouvernementale issue essentiellement d'un Parti politique ayant profondément et activement participé au conflit armé serait vouée à l'échec dès le départ.
- Ensuite pour mener à bien une mission aussi délicate et stratégique pour l'avenir du pays qui est celle de réconcilier tous les burundais, la Commission Vérité et réconciliation doit avoir une composition tout à fait neutre, dont une composante étrangère (onusienne) dominante y compris la présidence de celle-ci.

4. Le parti Sahwanya-FRODEBU est particulièrement inquiet du bicéphalisme installé à la tête de l'Etat où le Président de la République est figurant tandis que le Président du parti est le réel dirigeant sans responsabilité constitutionnelle aucune.

- La constitution de la République du BURUNDI traduit dans l'organisation de l'Etat, un régime burundais semi-parlementaire et semi-présidentiel. D'une part, elle accorde des pouvoirs étendus au Chef de l'Etat mais lui astreint à composer le gouvernement avec d'autres partis importants. D'autres part, elle fait contrôler l'action du gouvernement par le parlement et conditionne la nomination à certains postes à l'accord du Sénat.
- Dans les pays socialistes d'antan, nous avons assisté à un centralisme autour du Président de la République qui était en même temps président du parti communiste au pouvoir. Ici, il n'y avait pas de bicéphalisme, mais un centralisme où le Président de la République prend des initiatives et répond en cas de nécessité.
- La volonté militante qui caractérise en général les partis politiques a trouvé ici un cadre d'élimination de tout ce qui ne pense pas CNDD-FDD. D'où les décisions à caractère populiste dépourvues de toute analyse préalable, d'où ces pratiques de corruptions, concussion, etc. Cette situation a été confirmée par l'affaire communément dite Basabose-Radjabu, respectivement Cordonnateur National et Président du Parti CNDD-FDD.

5. Le Parti Sahwanya-FRODEBU est inquiet de la situation de confusion politique et d'insécurité entretenue par le Chef de l'Etat à propos d'un éventuel Coup d'Etat en préparation.

- En date du .../.../2006, alors en tournée dans le pays, le Président de la République, affirme découvrir un complot et connaître les auteurs. Il promet même les dévoiler dans un très proche avenir. Le peuple burundais a réclamé et attendu ces noms mais en vain.
- Dans sa déclaration rendue publique le 14 mars 2006, le Parti Sahwanya-FRODEBU, s'est exprimé à ce propos et a demandé au Chef de l'Etat de libérer le Peuple Burundais en proie aux rumeurs les plus rocambolesques sur d'éventuels suspects, et de commencer à traduire en justice les présumés coupables dans les plus brefs délais.

- Dans la suite, le Porte-parole et le parti du Président ont fait des déclarations publiques diverses contredisant celles du Chef de l'Etat sur le même sujet, tandis que ce dernier s'est retranché dans un mutisme coupable jusqu'aujourd'hui. Ce qui semblera encore plus de confusion chez le commun des mortels.

6. Le Parti Sahwanya-FRODEBU s'inquiète du stratagème du Parti du Président de la République d'imposer un monopartisme de fait au Burundi.

- La prolongation de la guerre entre le PALIPEHUTU-FNL et le Gouvernement crée des confusions partout dans le pays. Les militants du Parti Sahwanya-FRODEBU sont taxés d'éléments du PALIPEHUTU-FNL comme alibi pour les déstabiliser, même là où ce mouvement n'a jamais existé. Certains militants vivent sous la peur, la suspicion et l'intimidation inqualifiable.
- A l'intérieur du pays, notamment à Muyinga, le Président du parti au pouvoir a ordonné les administrateurs communaux de faire descendre les drapeaux du Parti Sahwanya-FRODEBU, symboles de ses Permanences. Les administrateurs communaux tentent de s'exécuter, le FRODEBU résiste à cette provocation.

B. SUR LE PLAN SECURITAIRE ET DES DROITS DE L'HOMME

7. Le Parti Sahwanya-FRODEBU dénonce une fois de plus l'absence de la volonté du Gouvernement de négocier avec le PALIPEHUTU-FNL pour mettre un terme à la guerre et aux graves violations des droits de l'homme commises à l'endroit des citoyens burundais.

- Aujourd'hui, il est devenu manifeste que le changement qualitatif attendu des dernières élections au niveau de la sécurité du citoyen est devenu une illusion. A ce propos, en date du .../.../ 2006, nous avons publié une déclaration faisant état d'un climat de désespoir profond de nombreuses familles, du à plusieurs cas d'exactions et d'exécutions sommaires commises par les services de sécurité gouvernementaux à travers tout le pays, spécialement la police nationale et particulièrement le Service National des Renseignements.
- Chaque jour nous enregistrons, et les radios tant publiques que privées rapportent des cas de meurtres, d'assassinats, de vol, de viol, des attaques armées dans les alentours de la capitale Bujumbura imputés à la fois au mouvement PALIPEHUTU-FNL et aux forces gouvernementales dont la police devenue plus déstabilisatrice que rassurante. Dans plusieurs endroits, celle-ci tente de se substituer aussi bien à la justice qu'à l'Administration là où les premiers responsables ne sont pas de la même obédience politique que celle de ces policiers.
- Il est constaté sur terrain que des Services de Renseignement se sont transformés en une boucherie humaine. Un escadron de la mort de quelques dizaines d'anciens combattants du CNDD-FDD a été recruté et armé à cet effet. Cela a été même confirmé par le Président de la République lors de sa rencontre avec les services de renseignement au niveau national à Muhanga le .../.../2006.

- Le Parti au pouvoir gardé encore à sa Permanence une prison, lieu macabre de détention arbitraire et de torture au quotidien, une pratique non autorisée aux partis politiques.

Quant aux combats interminables qui endeuillent, chaque jour qui passe, le Burundi, le Parti Sahwanya-FRODEBU réaffirme sa position et dénonce les hésitations coupables manifestées par le Gouvernement actuel pour répondre à l'acceptation du PALIPEHUTU-FNL de s'asseoir à une table de négociation sous les auspices du Gouvernement tanzanien.

8. Le parti Sahwanya-FRODEBU est très profondément touché et inquiet du ralentissement des programmes des réformes des forces de défense et de sécurité, de démobilisation et de réinstallation des combattants et de l'arrêt du Programme de désarmement qui avait démarré en Mai 2005.

- La juxtaposition des éléments des ex-forces de l'armée burundaise et des ex-rebelles ne signifie pas la réforme des forces de défense et de sécurité. En effet :

Les anciens FAB ont gardé à l'Etat major et dans les différents camps une très grande domination au niveau des officiers et du commandement. Ceci entraîne une marginalisation des officiers en provenance des anciens mouvements armés dans l'armée.

Que ce soit les éléments des anciens FAB, que ce soit ceux des anciens mouvements armés, chacun veut garder dans les corps de défense et de sécurité les éléments les plus nombreux par rapport aux chiffres convenus.

- Beaucoup d'éléments des anciens mouvements armés, particulièrement ceux du CNDD-FDD ne sont pas enregistrés et continuent à agir impunément sous forme de milices. Au lieu de réinstaller simplement les ex-combattants démobilisés dans la vie civile, le Gouvernement a réarmé ceux provenant du CNDD-FDD pour assurer le travail d'identification de ceux qu'il appelle les ennemis du pouvoir, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas le même langage politique que lui.

Alors que la marginalisation, dû partiellement à une sélection irréaliste de certains hauts responsables dans l'armée issus du CNDD-FDD semble être une réalité dans l'armée, les éléments des anciens mouvements armés semblent être suffisamment présents dans la police. Cependant, la sollicitation de ces éléments par leurs anciens chefs, leur politisation à outrance et le manque criant de formation les détournent des objectifs principaux fixés par les différents accords, principalement celui de sécuriser toute la population sans distinction politique, ethnique, de sexe, etc.

- Aussi, l'on constate que beaucoup d'éléments dans ce corps si pas la majorité continuent à se comporter comme des militants de leurs organisations d'origine. Politiquement, nous avons plusieurs armées et plusieurs polices, et l'objectif de corps unitaire semble être encore trop éloigné.
- La formation sous multiples domaines, civique, technique et professionnelle, est donc très nécessaire. Et une action urgente s'impose pour éviter la recherche d'une branche armée par tout politicien qui se veut crédible et la somalisation du Burundi: c'est « *la dépolitisation des corps de défense et de sécurité* ».

- Quant au programme de désarmement, il est cité uniquement du bout des lèvres et c'est tout. En effet, quant on sait combien les milices démobilisées ont été efficaces en faveur du CNDD-FDD, l'on comprend pourquoi le Président de la République actuel, alors Ministre de la Bonne Gouvernance et Président du CNDD-FDD s'était opposé au désarmement en 2005 et pourquoi il traîne aujourd'hui les pieds pour le faire. Le CNDD-FDD entend les préserver pour l'année 2010 et aideraient pour maîtriser encore mieux ceux qui n'ont pas le même langage que lui.

9. Le Parti Sahwanya-FRODEBU est profondément inquiet du non respect de la loi lors de l'élargissement des prisonniers politiques.

L'élargissement des prisonniers politiques est un acquis de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la réconciliation au Burundi ainsi que l'Accord Général de Cessez-le-feu.

Cependant, le Parti Sahwanya-FRODEBU, à l'instar de nombreux burundais, ignore et s'inquiète que le Gouvernement n'a pas indiqué à l'opinion les procédures légales appliquées pour procéder à une telle action. Sinon, mal comprise, cette question divisera davantage les burundais. Les nombreuses protestations et énervements, dont des plaintes à la Cour Constitutionnelle qui ont suivi cette mesure témoignent de la gravité de la situation.

C. SUR LE PLAN SOCIO-ECONOMIQUE ET DE LA BONNE GOUVERNANCE

10. Le Parti Sahwanya-FRODEBU dénonce la politique de chasse à la sorcière et d'exclusion pratiquée par le pouvoir en place à l'endroit des militants du Parti Sahwanya-FRODEBU.

- Depuis son investiture le 26 août de l'année dernière, le Chef de l'Etat burundais a procédé à de nombreuses nominations dans plusieurs secteurs de l'administration publique et para-publique, notamment dans les établissements financiers, banques et assurances, ainsi que dans le domaine particulièrement sensible de la diplomatie.
- Nous rappelons que la constitution consacre la représentativité de toutes les composantes sociales et politiques de la nation dans tous les secteurs. Mais, passant outre cette règle de bonne gouvernance chère à l'accord d'Arusha et à l'accord global de cessez-le-feu, le Chef de l'Etat et ses acolytes manifestent un esprit de chasse à l'homme et d'exclusion sans précédent contre la 2^{ème} force politique du pays (il détient 25% de parlementaires).
- Tous les hauts fonctionnaires membres ou sympathisants du parti Sahwanya-FRODEBU en ont été chassés sans autre forme de procès. Cette pratique d'exclusion s'étend dans toutes les sphères de l'Etat de la base au sommet en passant par les provinces et les communes ainsi que les collines. Cela est le fait chez des gouverneurs, administrateurs et chefs de colline issus du Parti au pouvoir contre les citoyens n'ayant pas voté pour le Parti CNDD-FDD, principalement les militants du Parti Sahwanya-FRODEBU. Il en est de même des groupements et associations dirigés par les membres du Parti Sahwanya-FRODEBU : ceux-ci ne reçoivent plus d'aides des programmes de développement gérés par les autorités administratives du CNDD-FDD même si le financement est assuré par des bailleurs.

- Par ailleurs, une telle pratique passe outre toutes les règles de bonne gouvernance, se fait en violation flagrante de la Constitution en ses articles 22, 27, 141 et 145 et de la loi portant distinction des postes politiques des postes techniques, et renforce la politique d'exclusion chère aux institutions post-transitions.
- Un tel égocentrisme et une telle exclusion sélective sème la haine entre les citoyens d'un même pays, a pour conséquence de plonger une partie de la population dans une misère excessive voulue, et risque de replonger le pays dans une crise sans précédent.

11. Le parti Sahwanya-FRODEBU constate avec regret que l'annonce en grande pompe par le Gouvernement, de différentes mesures destinées à endiguer la misère dans laquelle baignent les Burundais n'avait qu'un but propagandiste.

- La période de transition a été clôturée avec beaucoup d'assurance que le pays allait sortir de sa crise économique. En effet, notre pays venait de passer une étape cruciale de point de décision dans ses négociations de remise de dettes avec la Banque Mondiale et le Fond Monétaire Internationale, et des négociations tous azimuts garantissaient au Burundi une réouverture totale de la communauté internationale à la coopération avec notre pays, surtout après la réussite de l'organisation des élections générales de 2005.
- Aujourd'hui, plutôt que de reconstruire notre pays tant meurtri et détruit en bonne partie par les tenants du pouvoir actuel, nous constatons qu'aussi bien ceux de l'exécutif que du législatif rivalisent d'ardeur pour dilapider les maigres deniers de l'Etat par plusieurs stratagèmes. Nous prenons pour exemple :

Les nombreux voyages tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ainsi que d'autres lourdes dépenses de prestige et improductives, dépassant de loin les niveaux atteints par les autorités de la transition qu'ils ont profondément critiqué lors dès leur entrée en fonctions ;

Le blocage du système libéral de commerce par une attribution arbitraire et partisane des marchés aux membres du CNDD-FDD. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur : l'achat des véhicules des parlementaires, les marchés des biens de consommation de l'Etat, le service après ventre du charroi de l'Etat, la vente du sucre, la vente de l'avion présidentiel, etc.

- Nous nous inquiétons également de la tendance des autorités actuelles à vouloir violer certaines conditionnalités convenues avec certains bailleurs de fonds pour la libération des ressources nécessaires au financement des actions urgentes et donner au peuple Burundais une bouffée d'oxygène. Notre inquiétude est d'autant plus fondée qu'une situation de famine qui s'est déclarée dans presque toutes les Provinces du pays ne semble pas s'améliorer.

12. Le Parti Sahwanya-FRODEBU dénonce avec toute son énergie les pratiques de corruption, de malversations et de trafic d'influence institutionnalisées par le Parti au Pouvoir, le CNDD-FDD.

- Au cours du mois d'avril dernier, le Président du parti au pouvoir, le Député El Hadj Hussein RADJABU et son bras droit le Député Mathias BASABOSE ont révélé au public de pratiques graves de corruption, de malversations économiques et de trafic d'influence

institutionnalisées par le Parti CNDD-FDD dans la gestion des affaires publiques : de l'argent exigé au gagnant du marché de reconstruction de la route Bujumbura-Rumonge, détournement dans le marché des haricots pour la police en 2005, corruption par le patron de Telecel-Burundi, etc. Il n'est plus un secret pour personne que tous les marchés publics sont gérés au sein du Parti CNDD-FDD.

- De ces révélations, il apparaît que le Gouvernement ne joue plus son rôle de gestionnaire de l'Etat, que le Président de la République s'est effacé en faveur du Président de son Parti CNDD-FDD qui se veut Parti Etat comme dans le système du Parti unique. C'est aussi la consécration de fait du bicéphalisme au sommet de l'Etat où les acteurs réels ne sont en rien redevable devant la population eu égard à la constitution.

D. DE TOUT CE QUI PRECEDE, LE PARTI SAHWANYA-FRODEBU FAIT LES CONSIDERATIONS SUIVANTES :

- Le Parti Sahwanya-FRODEBU considère que le pouvoir qui a choisi délibérément la voie de la violation des droits de l'Homme, l'autocratie, l'exclusion et l'isolement ne mérite plus sa confiance, et s'est retiré du Gouvernement depuis le 25 mars 2006.
- Il reste attaché aux idéaux démocratiques, de Paix et de dialogue social contenus dans la Constitution de la République et dans les différents Accords de Paix et de cessez-le-feu. C'est seulement moyennant le respect de ces cadres que le FRODEBU peut donner sa contribution de consolidation de la nation burundaise à travers sa participation aux activités des institutions et organes de l'Etat.
- Il encourage le dialogue entre le mouvement PALIPEHUTU-FNL et le Gouvernement. Ce dernier ne doit pas se contenter des condamnations et ultimatums car, elles ont comme résultat le blocage du processus de négociation et d'entente entre les belligérants.
- Il demande au Gouvernement de rassembler les Burundais autour de l'idéal de paix en dialoguant avec le PALIPEHUTU-FNL et les autres forces politiques tel que prévu dans le Programme du Gouvernement du Burundi 2005-2010 en vue de poursuivre le programme des réformes des forces de Défense et de Sécurité dont dépendra la stabilité tant nationale que régionale ;
- Il demande au Président de la République qui est le garant des Institutions et de la Constitution de réagir rapidement aux graves révélations de corruption, de malversations économiques et de trafic d'influence et de prendre des mesures qui s'imposent, même si certaines des personnes impliqués ne sont pas des lumières.
- Il demande au Président de la République d'arrêter les pratiques de bicéphalisme imposées par lui-même et le Président de son Parti CNDD-FDD au sommet de l'Etat.
- Il exhorte les Pays de la Sous-Région à garder à l'esprit que le processus de paix dont ils sont les garants, spécialement l'Ouganda, la Tanzanie et l'Afrique du Sud ne s'est pas terminé avec les élections 2005.

- Il interpelle plus particulièrement tous les pays et toutes les organisations internationales garants de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et de l'Accord Global de cessez-le-feu, afin qu'ils interviennent rapidement au Burundi pour servir de médiateur dans le conflit politique grandissant qui apparaît de plus en plus entre le pouvoir actuel et tous les partenaires politiques dans ces Accords qu'il qualifie malencontreusement d'ennemis.
- Il considère que le retrait des forces de l'ONUB et de l'UA intervient avant terme du fait que la guerre, le programme de démobilisation et de réinsertion des démobilisés, la formation professionnelle des Forces de Défense et de Sécurité, le désarmement des milices et des populations civiles ne sont pas encore terminés. Qui plus est, la mise en place de la Commission pour la Vérité et la Réconciliation au Burundi n'est pas encore effective.
- Il rappelle la mission du Gouvernement et de la Communauté Internationale de mobiliser le soutien diplomatique ainsi que les ressources financières, matérielles et techniques encore nécessaires pour la reconstruction nationale.
- Le Parti Sahwanya-FRODEBU engage les Communautés Nationale, Régionale et Internationale d'exercer des pressions multiformes (politique, économique, sociale, ..) pour amener le pouvoir actuel au respect strict de l'esprit et la lettre des Accords d'Arusha et du Cessez-le-feu global, de la Constitution et des lois, d'éviter les manipulations des lois et règlements pour les adapter à son seul profit contre les autres formations politiques et la stabilité nationale.
- Il engage également les formations politiques démocrates actives au Burundi et en appelle à l'ensemble des patriotes burundais pour un rassemblement en un front ou une alliance nationale contre la déstabilisation de la nation, les violations des droits de la personne humaine, de la démocratie et des lois, pour la sauvegarde de la réconciliation nationale, le renforcement de la paix, la sécurité et le développement.

Fait à Bujumbura, le 12/07/2006

Pour le Parti SAHWANYA-FRODEBU

Bujumbura le 25 août 2006

**A Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni, Président
de la République Ugandaise et Président de l'Initiative
Régionale de Paix au Burundi**

**à
KAMPALA**

**Objet : Demande d'une intervention politique et
diplomatique urgente au Burundi**

Monsieur le Président,

Au moment où va se tenir le 2^{ème} Sommet de l'Initiative Régionale de Paix pour le Burundi en vue de la conclusion d'un Accord Global de Cessez-le-feu et définitif entre le Gouvernement burundais et le PALIPEHUTU-FNL, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la situation politique et sécuritaire très préoccupante qui prévaut au Burundi, afin que vous puissiez, en collaboration avec vos pairs, analyser des mécanismes d'intervention politique et diplomatique rapide au Burundi, pour la sauvegarde de la paix et de la concorde nationale au Burundi.

Dans nos correspondances antérieures, nous vous avons fait part de nos vives préoccupations concernant la violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, de la Constitution et des autres lois, et des violations massives et excessives des droits de la personne humaine et des libertés publiques, afin que vous puissiez faire intervenir les mécanismes de garantie qui sont contenus dans l'Accord même, en vue de redresser la situation.

Au moment où nous rédigeons cette correspondance, des révélations troublantes provenant de divers milieux attestent que le prétendu coup d'Etat n'est qu'un montage diabolique orchestré par le chef du parti au pouvoir, monsieur Hussein Radjabu, pour qu'il ait des prétextes d'emprisonner, d'éliminer physiquement ou de détruire, toutes les personnalités jugées non favorables au parti au pouvoir. C'est dans ce cadre que des personnalités politiques dont l'ancien Président de la République Domitien Ndayizeye et son ancien Vice-Président Marie Alphonse Kadege ont été arrêtées.. Certains d'entre eux, comme monsieur Marie Alphonse Kadege ont été gravement torturés. Les mêmes informations confirment que bon nombre de cadres du FRODEBU et d'autres partis de l'opposition, des chefs des médias indépendants et de la Société civile, seront éliminés physiquement sans autre forme de procès pour neutraliser quiconque ne prête pas allégeance au parti au pouvoir.

Pour toutes ces raisons, nous sollicitons la mise en route des mécanismes politiques et diplomatiques en vue d'enclencher notamment les actions qui suivent :

1. Demander en urgence au Gouvernement burundais de libérer immédiatement tous les détenus en rapport avec ce montage de coup d'Etat, ainsi que tous les détenus ayant été emprisonnés pour leurs opinions.
2. Au cours du prochain sommet, engager des consultations intenses visant à dégager des voies de solution sur la grave crise qui prévaut au Burundi. Ces consultations devraient aboutir notamment aux décisions suivantes :
 - a. Envoyer au Burundi une Mission Régionale d'Evaluation de l'application et du respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la réconciliation au Burundi. Cette mission devrait aussi enquêter sur les graves événements qui se passent actuellement au Burundi.
 - b. Demander aux organes compétents de l'ONU et l'Union Africaine d'envoyer au Burundi des missions d'information et d'investigation sur les questions en rapport avec la violation par le Gouvernement burundais des Accords et conventions internationales signés, notamment celles en rapport avec le respect des droits humains et des libertés des citoyens ainsi que la bonne gouvernance.
 - c. Demander à l'ONU et l'Union Africaine de mettre en place une Commission conjointe d'enquête au Burundi sur les prétendus complots contre les Institutions.
 - d. Mettre en place une structure régionale chargée d'établir et de faciliter le dialogue entre le Parti au pouvoir et les Partis représentés au Parlement sur la plate forme de gestion politique, les grandes réformes et programmes contenus dans l'Accord d'Arusha.
3. Intercéder auprès de tous les partenaires du Burundi y compris les bailleurs de fonds, afin qu'ils ne bloquent pas les appuis budgétaires promis au Burundi suite à cette situation grave causée par le Parti au pouvoir, afin d'éviter une catastrophe humanitaire.
4. Demander à tous les partenaires internationaux agissant au Burundi d'entreprendre et/ou de soutenir de façon urgente et ferme les mêmes actions citées ci-dessus.
5. Demander de surseoir au départ précipité de la Force Internationale de Maintien de la Paix au Burundi, jusqu'à qu'à la fin des travaux de la Commission Vérité et Réconciliation.

Nous sommes convaincus que si ces mesures étaient promptement mises en route, la situation politique pourrait rapidement s'améliorer, et la mise en application de l'accord de cessez-le-feu qui serait signé entre le PALIPEHUTU-FNL et le Gouvernement se trouverait facilitée. Dans le cas contraire, la crise actuelle au Burundi risque de devenir une source grave d'insécurité pour toute la sous-région.

Nous prions tous les partenaires du Burundi, l'ONU, l'Union Africaine, l'Union Européenne, tous les pays membres du Conseil de Sécurité ainsi que tous les pays impliqués de près dans le processus de paix au Burundi et qui nous lisent en copie de combiner leurs efforts pour soutenir ces mesures proposées ainsi que d'autres qu'ils jugeront appropriées afin de sauver le Burundi.

Monsieur le Président,

Nous sommes conscients que la destruction du Burundi est en train d'être réalisée par un pouvoir qui a été élu par le peuple. Cependant, nous croyons fermement qu'aucun Gouvernement dans le monde n'a le droit de se prévaloir d'avoir été élu par le peuple pour détruire ce même peuple. Les Chefs d'Etat de la sous-région, en collaboration avec toute la communauté internationale et le peuple burundais, ont le plein droit et le devoir d'intervenir rapidement par tous les moyens autorisés afin de sauver le Burundi qui risque de sombrer définitivement dans le chaos si rien n'est rapidement entrepris.

Rassuré que vous allez considérer la situation burundaise à la lumière de la gravité des faits, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre très haute considération.

Pour le Parti SAHWANYA-FRODEBU

Honorable Léonce Ngendakumana

Président

Transmis copie pour information à :

- SE Pierre Nkurunziza, Président de la République Burundaise
- SE Jakaya Murisho Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie
- SE Paul Kagame, Président de la République Rwandaise
- SE Mwayi Kibaki , Président de la République du Kenya
- SE. Thabo Mbeki, Président de la République Sud Africaine
- SE Denis Sassou Nguesso , Président en Exercice de l'Union Africaine
- SE Koffi Annan,, Secrétaire Général de l'ONU
- SE Alpha Omar Konaré, Président de la Commission de l'Union Africaine
- SEM le Représentant du SG de l'ONU au Burundi
- SEM le Représentant du Président de la Commission de l'UA au Burundi
- Monsieur le Chef de délégation de la Commission de l'Union Européenne au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur des USA au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur de Chine au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur de France au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur de Belgique au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur de Tanzanie au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur de la République Sud africaine au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur d'Egypte au Burundi
- Monsieur l'Ambassadeur du Rwanda au Burundi